ÉCLAIRAGE

4 décembre 2024



Un espace en sursis : les impacts environnementaux du conflit à Gaza

Jonathan Piron

Tous les conflits armés entraînent des dommages environnementaux mettant ainsi en péril la santé humaine, les moyens de subsistance et la sécurité, et ceux-ci doivent être compris dans tout effort stratégique de reconstruction après un conflit. Il existe divers risques pour les ressources naturelles et l'environnement durant un conflit armé. Le plus connu est celui qui amène la destruction, volontaire ou non, d'une infrastructure liée à une ressource (à l'image des bombardements réalisés sur une zone occupée par une force ennemie et qui détruisent les infrastructures agricoles[1]. D'autre part, l'environnement peut aussi être utilisé comme une arme de guerre afin de vaincre ou prendre l'avantage sur un adversaire ou de faire pression sur des civils, par exemple comme par exemple la destruction ciblée d'un barrage, l'empoisonnement d'un point d'eau ou le pillage d'une forêt[2] ().. Il existe cependant d'autres types de dommages environnementaux, jouant un rôle sur le court, moyen et long terme, à l'image de l'effondrement de la gouvernance environnementale et des stratégies de survie à court terme

GRIP

qu'une population peut adopter durant les conflits armés. Les ressources naturelles présentent aussi des risques lors de la fin des conflits armés. Même lorsque des accords de paix ont été conclus et que les combats ont cessé, les ressources naturelles peuvent fournir une incitation à saboter les efforts de paix. Les groupes armés ainsi que d'autres individus ayant exploité les ressources naturelles illégalement ou illicitement durant les conflits armés cherchent souvent à continuer à bénéficier de cette exploitation, créant de nouvelles sources de tensions pouvant dégénérer en nouveaux conflits violents.

Depuis le 7 octobre 2023, la bande de Gaza est confrontée à une opération militaire inédite et de grande ampleur menée par l'armée israélienne contre le Hamas, à la suite de l'attaque terroriste de ce groupe contre Israël. Le coût humain de ce conflit est pointé comme sans précédent. L'impact environnemental l'est tout autant. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) estime qu'il faudrait plus de quinze ans pour nettoyer les débris de Gaza causés par les frappes aériennes et les bombardements quasi quotidiens sur la zone[3]. En outre, les destructions majeures sur ce petit territoire impactent lourdement l'environnement de la zone et ses ressources.

Gaza est depuis longtemps une enclave vulnérable sur le plan environnemental. Les contraintes imposées par Israël, la surpopulation, le blocus économique et la mauvaise gestion de l'enclave impactent ses ressources. Avant l'attaque du Hamas du 7 octobre et le début de l'opération israélienne, le territoire de Gaza faisait déjà l'objet de pénuries d'eau et d'électricité importantes[4]. En outre, ce territoire était confronté à des inondations catastrophiques dans les zones urbaines denses, à une insécurité alimentaire exacerbée par la hausse drastique des températures, à une réduction globale des précipitations et à un impact à long terme des produits chimiques toxiques.

Les opérations militaires israéliennes aggravent la situation environnementale de l'enclave et amènent à des niveaux encore inédits cette difficile viabilité environnementale et écologique. Entre octobre 2023 et octobre 2024, l'armée israélienne aurait largué au moins 70 000 tonnes de bombes sur ce territoire de 360 km^2[5]. Près de 60 % des constructions dans la bande de Gaza auraient été détruites ou endommagées. Au-delà de ces destructions, c'est tout un avenir écologique, qui est remis en question, aussi bien quant à l'effondrement à moyen terme de l'accès à certaines ressources ou de la reconstruction de la gouvernance des ressources.

Cet *Éclairage* identifie les principales tendances qui menacent la santé humaine et les écosystèmes souvent fragiles et dégradés de la bande de Gaza. L'analyse est réalisée à partir de l'étude des impacts des conflits armés sur l'environnement tels que présentés par le PNUE qui distingue trois types d'impacts que peuvent avoir les conflits sur l'environnement : les impacts directs, les impacts indirects et les impacts sur la gouvernance[6].

1. Le conflit à Gaza et ses impacts directs : un espace détruit en profondeur

Le premier des impacts (et aussi le plus connu) est l'impact direct des conflits sur les ressources et espaces naturels. Les impacts directs sont causés par le ciblage intentionnel ou la destruction physique de l'environnement par des opérations militaires. Les bombes et autres débris toxiques de guerre rendent les terres agricoles inutilisables tandis que les fuites provenant d'infrastructures endommagées peuvent dégrader et polluer les eaux de surface et les eaux

souterraines, menaçant la santé humaine et l'environnement. Les tactiques de la terre brûlée qui détruisent et impactent délibérément les ressources peuvent aussi détériorer l'environnement, forçant les habitants à quitter leurs terres.

Les combats à Gaza depuis le 7 octobre ont des impacts directs profonds, détruisant les moyens de subsistance, les ressources naturelles et les écosystèmes de l'enclave. L'utilisation intensive d'armes explosives a généré plus de 42 millions de tonnes de débris et déplacé près de 2 millions de personnes à l'intérieur du pays[7]. Ces débris, qui peuvent être contaminés par de l'amiante et d'autres matériaux de construction polluants, peuvent également contenir des munitions non explosées et des déchets biologiques. L'exposition chronique par inhalation à des matériaux de construction pulvérisés générés par l'utilisation d'armes explosives dure depuis des mois. En outre, la gestion des déchets solides domestiques s'est effondrée, donnant naissance à des décharges informelles qui présentent des risques pour la santé et l'environnement.

Les systèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène de Gaza ont été profondément impactés. Les images satellites indiquent que plus de la moitié des puits d'eau, des stations de pompage, des réservoirs de stockage et des usines de dessalement de Gaza sont endommagés ou détruits ; aucune usine de dessalement n'est plus en activité. En octobre 2024, l'Autorité palestinienne de l'eau signalait que plus de 85 % des installations d'eau et d'assainissement de Gaza étaient totalement ou partiellement non opérationnelles en raison de dommages importants aux infrastructures essentielles[8]. Cette destruction a entraîné des rejets d'eaux usées brutes dans la Méditerranée et contribue à une crise croissante des maladies d'origine hydrique, en particulier chez les enfants. Les ressources en eaux souterraines sont également lourdement contaminées, via l'infiltration de la pollution de surface ainsi que de la décision des Forces de défense israéliennes de pomper de l'eau de mer pour inonder le réseau de tunnels sous Gaza. En conséquence, l'aquifère de Gaza, déjà dégradé en raison de décennies de prélèvements excessifs, se trouve face à un avenir compromis, marqué par l'aggravation de la qualité de l'eau ainsi que de pénurie dans l'accès à l'eau[9].

Les impacts directs ont également des conséquences importantes sur les terres et les ressources agricoles. En septembre 2024, le centre satellitaire des Nations unies (UNOSAT) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) signalaient que 67 % des terres cultivées de Gaza avaient été endommagées[10]. En outre, l'infrastructure agricole de Gaza est dévastée, avec 1 188 puits agricoles (soit 52,5 % des puits) et 577,9 hectares de serres détruits[11]. Toujours selon la FAO, ces dommages aux terres agricoles aggravent le risque imminent de famine dans toute l'enclave. Selon Oxfam, 83 % des puits souterrains sont par ailleurs non opérationnels, ce qui complique encore plus l'accès à l'eau potable[12]. Par conséquent, les conséquences du conflit vont au-delà des victimes immédiates, jetant une ombre sur l'environnement et le bien-être public de la région pour les générations à venir.

2. Les impacts secondaires du conflit à Gaza : un avenir assombri

Les impacts secondaires des conflits sur les ressources sont le second type d'impact à prendre en considération selon le PNUE. Ils surgissent des stratégies d'adaptation utilisées par les communautés locales et les populations déplacées pour survivre à la perturbation socio-économique et à la perte des services de base et de l'accès aux ressources causés par le conflit.

Face à une situation de conflit, les populations locales n'ont d'autres choix que de s'adapter aux perturbations créées et d'adopter de nouveaux modes de survie. Dans cette situation, avec la fragilisation ou l'effondrement des services publics du fait des violences et des destructions, les civils comment les militaires peuvent tenter de trouver dans les ressources naturelles à disposition un capital de survie utile voire indispensable[13]. Ainsi, la liquidation des actifs naturels a des impacts secondaires. Les ressources naturelles à disposition sont appropriées en dehors de toute régulation et peuvent être vendues pour gagner un revenu de base ou pour assurer directement les besoins essentiels. Les déplacements et les installations temporaires occupent ici un rôle important en exerçant diverses formes de pression sur les écosystèmes. L'afflux massif de population dans un espace non adapté engendre de nombreuses perturbations qui n'épargnent pas l'environnement à proximité, ce qui contribue à limiter dans le moyen et dans le long terme sa reconstruction. Enfin, une autre cause d'impact secondaire provient de la prolifération des économies informelles qui se produit pendant un conflit. Ces marchés gris ou noirs restent non réglementés et entraînent toute une gamme d'impacts environnementaux. Divers acteurs criminels s'approprient parfois des ressources en vue d'organiser le marché à leur profit en allant parfois jusqu'à assurer leur monopole. Ce faisant, ils renforcent leur pouvoir sur des espaces et des populations ou, à tout le moins, forcent à de nouvelles adaptations et stratégie de contournement.

Ces différents comportements se retrouvent à Gaza. En août 2024, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) signalait que les déplacements massifs de population à Gaza ont de graves conséquences sur la santé publique : la surpopulation, le manque d'abris adéquats et les mauvaises conditions d'eau, d'assainissement et d'hygiène augmentent les risques de maladies transmissibles[14]. Selon l'ONU, au moins 1,9 million de personnes — soit environ 90 % de la population — sont déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza[15]. Nombre d'entre elles ont été déplacées à plusieurs reprises, parfois dix fois ou plus. Ces déplacements massifs et répétés dans des espaces restreints pèsent lourdement sur l'environnement et sur les ressources. Les déplacements massifs de population depuis le début du conflit ont entraîné des changements d'usage des sols. L'effondrement des systèmes de distribution des eaux ainsi que des collectes de déchets conduit à une augmentation non contrôlée et importante de divers résidus toxiques. Une tendance d'expansion de l'exploitation illégale et criminelle des ressources naturelles est également constatée à Gaza. La montée en puissance de groupes criminels, parfois soutenus par les autorités israéliennes, se manifeste de plus en plus. Alors que l'ordre civil s'effondre, le vide est comblé par le crime organisé. Les gangs armés et les clans puissants vendent les ressources de base comme la nourriture et à l'eau, mais aussi des cigarettes. Ce faisant, ils perturbent les circuits classiques et régulés[16].

Dans un autre domaine, la destruction de bâtiments et de routes a créé une énorme quantité de débris estimée à plus de 39 millions de tonnes en mai 2024. En mai 2024, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a déclaré que la reconstruction des maisons de Gaza détruites pendant la guerre pourrait nécessiter des travaux jusqu'en 2040 et que la reconstruction totale du territoire pourrait coûter 40 milliards USD. Les besoins pour la reconstruction post-conflit représentent un poids environnemental important, ne serait-ce qu'en mobilisant eau ou ressources nécessaires à la fabrication des briques ou du béton.

Par ailleurs, un dernier impact secondaire est celui portant sur l'augmentation des émissions de CO^2. Une étude réalisée en juin par l'Université Queen Mary de Londres révélait que les émissions des 120 premiers jours du conflit de Gaza dépassaient les émissions annuelles de 26 pays et territoires [17]. Selon le rapport, la reconstruction de Gaza génèrera des émissions totales dépassant les émissions annuelles de plus de 135 pays, ce qui les rend comparables aux émissions de la Suède et du Portugal[18]. Le coût carbone de la reconstruction de Gaza sera dès lors énorme, jouant aussi un rôle négatif sur l'avenir environnemental de l'espace concerné.

3. Les enjeux matériels et institutionnels de la gouvernance

Une troisième catégorie d'impacts est enfin à mentionner : ceux liés à l'effondrement de la gouvernance au cours d'un conflit. En effet, ces impacts apparaissent lorsque les conflits provoquent une perturbation des institutions étatiques, des mécanismes de coordination politiques et des relations sociales entre les utilisateurs des ressources.

La destruction des institutions et infrastructures publiques à Gaza est manifeste. Entre le 7 octobre 2023 et le 6 juillet 2024, ce sont 82 % des bâtiments gouvernementaux qui ont été attaqués par les forces israéliennes, entraînant des dommages sur 17 de ces bâtiments sur 45 et en détruisant 20 sur le même total[19]. Un exemple récent, en novembre 2024, est le bombardement israélien du bâtiment de la municipalité de Beit Lahia, dans le nord de Gaza, qui a entraîné l'arrêt des activités des autorités publiques de la région. Cette perturbation voire la disparition des organismes de gouvernance a des impacts sur la gestion des ressources et de l'environnement qui se font sentir sur le long terme. La destruction en décembre 2023 des archives de la municipalité de Gaza, de même que le palais de justice et les bâtiments abritant le cadastre et les registres fonciers contribuent à l'effondrement du système de gouvernance et de gestion des ressources. La destruction du registre foncier (*taabou*), où sont enregistrés les propriétés, les bâtiments et les parcelles de terrain, ouvre la voie à toute une série de spoliation et de nouveaux conflits environnementaux[20]. En effet, la perte de la sécurité foncière, via la destruction physique des administrations, impacte la sécurité environnementale. Le changement du régime foncier et l'incertitude représentent un facteur dissuasif d'investissement dans des pratiques durables. Les gouvernements n'étant plus en mesure de protéger et de maintenir la sécurité foncière, les pratiques de gestion à risques et/ou criminelles prennent le dessus. Face à ce vide, les stratégies de survie de la population ainsi que les intérêts de divers acteurs non étatiques peuvent peser sur les ressources encore à disposition et perturber les institutions gouvernementales chargées de la reconstruction, ce qui compromet l'application des lois et des initiatives destinées à prévenir la dégradation de l'environnement ou à assurer des politiques environnementales durables[21].

Les attaques du 7 octobre et la campagne israélienne qui a suivi contre le Hamas à Gaza ont en outre des conséquences directes sur l'environnement d'Israël et pèsent sur sa gouvernance environnementale nationale. Les incendies liés à l'utilisation d'armes explosives ont touché des terres agricoles et des zones écologiquement importantes, principalement dans les régions limitrophes de Gaza. L'utilisation dévastatrice de la force explosive par Israël à Gaza et la destruction des infrastructures essentielles d'eau, d'assainissement et d'hygiène de l'enclave ont exacerbé les risques de pollution côtière préexistants dus aux rejets d'eaux usées. Le PNUE estime notamment que la destruction des systèmes d'évacuation des eaux usées à Gaza entraîne le déversement de ces ressources polluées jusque dans le sous-sol israélien et dans la

mer Méditerranée. Les eaux usées non traitées nuisent à la vie marine et posent de graves risques pour la santé publique au-delà des frontières. Le débordement continu des eaux usées menace des infrastructures israéliennes importantes, comme l'usine de dessalement d'Ashkelon, qui fournit 13 % des besoins en eau du pays.

Une étude de décembre 2023 a identifié un certain nombre de faits par lesquels la guerre avait un impact sur l'environnement d'Israël, notamment par des changements dans le secteur de l'énergie, des dommages aux paysages naturels — par le biais d'opérations de combat et d'entraînements militaires — et par l'affaiblissement de la gouvernance environnementale. Bien que le ministère de l'Environnement ait reçu une modeste augmentation budgétaire en 2024 pour aider à remédier aux dommages environnementaux liés à la guerre, la guerre elle-même sapait déjà les règlementations environnementales. Par exemple, en novembre 2023, des directives ont été publiées pour réduire les exigences en matière de déclaration des émissions et d'efficacité énergétique dans les zones touchées par la guerre.

Conclusion : quelle reconstruction pour Gaza ?

Les conflits armés créent et entretiennent les conditions sociales et politiques qui dégradent les systèmes de gouvernance et de gestion de l'environnement, entravant les dimensions environnementales du développement durable. La dégradation de l'environnement causée par les conflits peut générer des risques aigus et chroniques pour la santé humaine et les écosystèmes, peut entraver le relèvement et la reconstruction après un conflit et peut entraver la consolidation de la paix en entretenant les griefs entre les communautés affectées et les autorités locales et nationales[22].

Le lien entre, d'une part, l'environnement et les ressources naturelles et, de l'autre, les conflits et la paix est bien répandu. Dans plusieurs cas, ces ressources jouent un rôle central dans les dynamiques de paix et de conflits. Ces liens sont souvent connectés à d'autres causes de conflits, comme une faible gouvernance ou des marginalisations religieuses ou ethniques. La question de la sécurité environnementale de Gaza et de la population gazaouie devra donc occuper un rôle central dans les projets de résolution du conflit actuel et dans les mécanismes post-conflit. La consolidation de la paix environnementale à poursuivre devra s'organiser à plusieurs niveaux, de l'échelle locale à l'échelle nationale en passant par le niveau régional et international. Elle devra s'étendre sur les divers types d'impact supportés par l'environnement, mais aussi par les populations et les mécanismes de gouvernance et de règlement des conflits. L'ampleur du travail à mener à Gaza est énorme. La reconstruction du territoire pourrait encore être ralentie de par le maintien d'un blocus israélien à l'égard de l'enclave et par l'absence de croissance économique dans la zone. Dans le cadre de ce scénario pessimiste, il faudrait à Gaza jusqu'en 2092, soit sept décennies, pour que la zone retrouve son niveau économique de 2022[23]. Sans aide internationale et sans pression exercée sur les autorités israéliennes, le territoire de Gaza risque de devenir un espace environnemental en sursis.

* * *

L'auteur

Jonathan Piron est historien, spécialiste du Moyen-Orient. Chercheur au sein d'Etopia, il enseigne les relations internationales contemporaines à Helmo (Liège). Il est également chercheur associé au GRIP.

Pour citer cette publication

Piron Jonathan, « Un espace en sursit : les impacts environnementaux du conflit à Gaza », *Éclairage du GRIP*, 4 décembre 2024.

***

[1]« United Nations Environment Programme, From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment, UNEP, 2009

[2] *Idem*.

[3] Emma Graham-Harrison, « Gaza's 37m tonnes of bomb-filed debris could take 14 years to clear , says expert », *The Guardian*, 26 avril 2024..

[4] Natasha Hall, Anita Kirschenbaum, David Michel, The Siege of Gaza's Water, Center for Strategic and International Studies, 12 janvier 2024.

[5] Jean-Christophe Laurence, « Comment reconstruire Gaza? », La Presse, 7 octobre 2024.

[6]« United Nations Environment Programme, From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment »,, *UNEP*, 2009, p. 15.

[7] Fadwa Hodali, Fares Akram, Jason Kao Jennah Haque, Jeremy C. F. Lin, « Gaza Reduced to 42 Million Tonnes of Rubble. What Will It Take to Rebuild? », *Bloomberg*, 15 août 2024.

[8] « 85% of Gaza's water, sewage facilities destroyed by Israel's bombs », *Middle East Monitor*, 4 octobre 2024.

[9] Mariam Abd El Hay, « The Environmental-Humanitarian Impacts of the Israel-Hamas War in Gaza », *Arava Institute*, juin 2024.

[10] « New FAO and UNOSAT assessment highlights the impact of conflict on Gaza's agricultural infrastructure », *Food and Agriculture Organization of the United Nations*, 3 octobre 2024

[11] *Idem*.

[12] *Idem*.

[13] Par exemple, dans l'est de la République Démocratique du Congo, au Liberia ou aussi en Afghanistan, les espaces accueillant les réfugiés des conflits ont vu leurs ressources naturelles, à l'image du bois ou de l'eau être particulièrement mises sous pression pour assurer la survie des réfugiés. Dans ces mêmes conflits, les groupes armés se sont accaparés diverses ressources naturelles afin d'en obtenir un monopole commercial leur amenant des revenus substantiels. Voir Oli Brown, Michael Keating, *Addressing Natural Resource Conflicts Working Towards More Effective Resolution of National and Sub-National Resource Disputes*, Chatham House, juin 2015 ; Mark Taylor, Miles Davis, « Taking the Gun out of Extraction: UN Responses to the Role of Natural Resources in Conflicts », dans Carl Bruch, Caroll Muffett, et Sandra Nichols (dir.), *Governance, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding*, Routledge Earthscan, 2016

[14] « Mass displacements in Gaza is having a grave impact on public health », *Highlights of the noon briefing by Spokesperson for the UN Secretary-General*, United Nations, 6 août 2024.

[15] Haut-Commissariat pour les droits de l'homme des Nations Unies, « Une tragédie au cœur de la tragédie : des experts de l'ONU s'alarment des conditions désastreuses dans lesquelles vivent les Palestiniens handicapés pris au piège à Gaza », 25 octobre 2024.

[16] Sharif Abdel Koudous, Jeremy Scahill, « Gaza Security Forces Ambush Gang Accused of Looting Aid with Israeli Support », *Drop Site*, 19 novembre 2024; « Gaza Humanitarian Access Snapshot #7: (10 October - 13 November 2024) », *Reliefweb*, 13 novembre 2024. Claire Parker, Loveday Morris, Hajar Harb, Miriam Berger et Hazem Balousha, « Gangs looting Gaza aid operate in areas under Israeli control, aid groups say », *The Washington Post*, 18 novembre 2024,.

[17] Benjamin Neimark, Patrick Bigger, Frederick Otu-Larbi, Reuben Larbi, « A Multitemporal Snapshot of Greenhouse Gas Emissions from the Israel-Gaza Conflict », *SSRN*, 5 janvier 2024.

[18] *Idem*.

[19] « A Spatial Analysis of the Israeli Military's Conduct in Gaza since October 2023 », *Forensic Architecture*, 15 octobre 2024.

[20] Elisabeth Koek, Martin Clutterbuck, Alon Margalit, « A Guide to Housing, Land and Property Law in the Gaza Strip, *Norwegian Refugee Council*, Octobre 2015. Rami Abou Jamous, « Après la guerre, une autre catastrophe nous attend », *Orient XXI*, 23 août 2024.

[21] Carl Bruch, Carroll Muffett, Sandra S. Nichols, « Natural resources and post-conflict governance: Building a sustainable peace », *Governance, Natural Resources, and Post-Conflict Peacebuilding*, Center for International Environmental Law, 2016, pp. 1-32.

[22] Doug Weir, Dan McQuillan, Robert A. Francis, « Civilian science: the potential of participatory environmental monitoring in areas affected by armed conflicts », *Environmental Monitoring and Assessment*, vol. 191, art. 618, 6 septembre 2019.

[23] Si le blocus israélien de Gaza était levé et si Gaza parvenait à maintenir une croissance de 10 % au cours des années post-conflit, il faudrait attendre 2035 pour que l'enclave retrouve le niveau où elle était avant le blocus de 2006 (United Nations, « Planning the post-war reconstruction and recovery of Gaza », *UN News*, 6 avril 2024.

***

Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Crédit photo de couverture : de la fumée et des flammes s'échappent après que les forces israéliennes ont frappé une tour de grande hauteur dans la ville de Gaza, le 7 octobre 2023. Wikipedia, CC BY-SA 3.0

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-Madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : @grip_org -Facebook : GRIP.1979

Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, règlementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org .

Devenez donateur : IBAN -BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SECURITE

Avenue des Arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : grip.org